

## **Civil Society Dialogue Network\***

### Réunion avec les Etats membres: France

## **Recommandations clefs de la réunion**

Mardi 4 décembre 2012

### **Vers une approche globale de l'action extérieure de l'Union européenne: le rôle de la France**

Ce document reprend les recommandations clefs suggérées par les participants à la réunion CSDN. Ces recommandations ne peuvent être attribués à aucun des participants (ni à titre individuel, ni au titre de leur organisation) et elles ne reflètent pas la position des organisateurs.

### **Le rôle de la France dans l'action extérieure de l'UE : Priorités et opportunités**

Points soulevés par les participants :

- De nombreuses études ont montré que, pour être plus efficaces, les interventions internationales doivent être coordonnées et se compléter, afin de mieux appréhender la complexité des situations de fragilité<sup>1</sup>. L'approche globale de l'Union européenne (UE) constitue une opportunité importante pour créer davantage de cohérence entre les interventions de l'UE et de ses Etats membres, voire d'autres acteurs internationaux, dans les pays affectés par des conflits ou en situation de fragilité.
- Afin d'accroître l'efficacité de l'UE sur la scène internationale, certains participants ont suggéré de relancer l'Europe de la défense. Le regroupement des industries de défense européenne a également été mentionné. Pour l'un des participants, une telle approche permettrait en outre d'améliorer les capacités de planification et de fourniture de l'aide humanitaire.
- Cependant, pour d'autres participants, la prévention des conflits consiste avant tout à s'attaquer aux causes profondes des conflits, à renforcer les acteurs et les dynamiques qui créent des liens entre les parties divisées, et à renforcer les liens de confiance entre les Etats et la société.
- Afin de mieux comprendre le contexte et les dynamiques de conflit dans les pays affectés, l'UE doit dialoguer régulièrement avec la société civile, dans toute sa diversité. Elle devrait également contribuer à renforcer cette société civile ainsi que les processus de *confidence-building*, qui sont des processus très délicats et requièrent un engagement long et consistant.
- Or les délégations manquent de moyens et de personnel. L'UE et ses Etats membres devraient soutenir davantage le développement des délégations. Il est aussi important de renforcer l'esprit d'équipe au sein des délégations afin qu'elles fonctionnent de manière cohérente.
- Le Service européen d'action extérieure (SEAE) pourrait définir plus clairement des priorités géographiques et la politique de voisinage devrait être intégrée au Service au lieu de faire partie de la Commission européenne.
- Concernant la politique de promotion des droits de l'homme, les dialogues politiques de l'UE avec des pays tiers dits « difficiles » devraient être menés de manière plus transparente afin que la société civile et les parlementaires locaux puissent demander des comptes à leurs décideurs politiques après la tenue de ces dialogues.

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, [Rapport sur le développement dans le monde 2011: Conflits, sécurité et développement](#), 2011.

## La gestion civile des crises dans l'approche globale de l'Union européenne

Points soulevés par les participants :

- Il est indispensable de clarifier les objectifs des missions de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). S'agit-il de renforcer les capacités des acteurs locaux dans une perspective de développement et de consolidation de la paix, ou de soutenir les efforts diplomatiques de l'UE et de ses Etats membres ?
- Les efforts d'évaluation des missions de PSDC devraient également être approfondis, afin de mieux définir les objectifs et la planification des prochaines missions.
- La société civile locale devrait être associée aux processus de planification des missions, à leur mise en place et à leur évaluation, pour avoir une meilleure appréciation de l'impact sur les réels bénéficiaires, à savoir les populations locales.
- Une plus grande interaction des missions de PSDC avec les Parlements locaux devrait également être envisagée.
- Le Consensus européen sur l'aide humanitaire<sup>2</sup>, qui affirme que l'aide humanitaire européenne n'est pas un instrument de gestion de crise, doit être respecté afin que les acteurs humanitaires soient clairement distincts de l'UE et continuent à avoir accès aux populations qui en ont besoin.
- La société civile européenne devrait pousser les parlements nationaux de l'UE à discuter davantage de la PSDC et de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).
- Pour améliorer les capacités actuelles de gestion de crises, plusieurs participants ont proposé la création d'une structure de commandement militaire permanente, miroir de celle qui existe pour les missions civiles (le CPCC : *Civilian Planning and Conduct Capability*).
- L'UE et les Etats membres devraient poursuivre leurs efforts pour faciliter l'identification et le déploiement rapide de personnel civil qualifié. L'expérience acquise lors de ces missions devrait également être davantage valorisée lors du retour du personnel, afin d'inciter les experts adéquats à joindre ces missions.
- L'implication des délégations dans la planification des missions pourrait permettre une meilleure coordination avec les autres actions de l'UE, mais aussi de mieux préparer la stratégie de sortie.
- Des attachés de défense ou de sécurité pourraient être mis en place dans les délégations pour pouvoir faire le lien avec les structures de gestion de crise à Bruxelles. Cependant, les délégations pourraient alors ne plus être perçues comme des acteurs civils.

## Le Sahel – la contribution de la France à l'approche globale

Points soulevés par les participants :

- La France soutient deux volets d'intervention simultanés et complémentaires : le volet militaire et le volet politique. Concernant le volet militaire, les participants se sont montrés divisés. Pour certains ce volet est indispensable pour que le Mali recouvre sa souveraineté dans le Nord du pays, et pour ne pas déstabiliser l'Afrique de l'Ouest voire menacer les pays de l'UE. D'autres se sont inquiétés du sort des populations civiles, évoquant le risque important de violences ethniques. Evoquant les conséquences de l'intervention en Libye, plusieurs participants ont appelé à la prudence et demandé qu'une stratégie de sortie et un suivi à long terme soient préparés.

---

<sup>2</sup> [Consensus européen sur l'aide humanitaire](#), 18 décembre 2007.

- Concernant le volet politique à court terme, la France et l'UE doivent aider la préparation d'élections – ce qui soulève la question des réfugiés et déplacés, mais aussi de la réforme du fichier électoral actuel. Il faudrait également soutenir l'initiation d'un dialogue entre le gouvernement et les groupes armés, à condition pour la France et pour l'UE qu'ils reconnaissent l'unité du Mali et ne soient pas affiliés à des groupes terroristes.
- Des participants ont également suggéré de soutenir les initiatives de la société civile pour la médiation et la cohésion sociale, afin de ne pas donner au conflit une dimension ethnique. L'UE devrait également soutenir l'organisation d'un dialogue national intra-malien dépassant le cadre nord-sud, et soutenir les actions de lutte contre l'impunité, en particulier pour les violences faites aux femmes. Les femmes ont en outre un rôle clef à jouer dans la gestion du conflit et le développement du pays.
- A moyen terme, il a été suggéré que l'UE pourrait assurer un suivi de la mise en place des conclusions du dialogue national – la violation des précédents accords ayant contribué au conflit. La mise en place rapide d'activités génératrices de revenus devrait aussi être envisagée.
- A plus long terme, l'UE pourrait soutenir un mécanisme d'analyse et de prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. Plusieurs participants ont insisté sur l'importance de l'intégration régionale. Améliorer la légitimité de la classe politique et la gouvernance démocratique a également été évoqué. L'UE devrait aussi continuer à soutenir les activités de réduction de la pauvreté et de développement d'opportunités économiques.
- Les participants ont débattu de l'aide budgétaire. Pour certains la conditionnalité est essentielle pour améliorer la gouvernance démocratique. D'autres ont noté que ce type d'aide restait indispensable pour des secteurs comme la santé et l'éducation, ou pour la provision d'eau et d'électricité, qui touchent directement les populations.
- Malgré tous les fonds attribués par l'UE au Mali, l'UE manque de visibilité sur le terrain. Il est nécessaire de renforcer les moyens des délégations pour permettre un soutien aux interactions entre la société civile et les institutions étatiques, comme indiqué récemment par la Commission européenne et le Conseil de l'UE.<sup>3</sup>
- Des participants ont d'ailleurs suggéré que la France devrait jouer un rôle plus actif dans la défense du budget de l'aide extérieure pendant les négociations entre Etats membres pour le cadre financier pluriannuel 2014-2020. La France pourrait prendre la tête d'un groupe des « Etats membres amis du développement ».
- A long terme, des méthodes alternatives pour le développement du Mali pourraient également être envisagées : une diplomatie économique encourageant le développement de secteurs stratégiques, une plus grande prise en compte de l'impact des investissements étrangers sur l'indice de développement humain, ou encore la mise en place de passeports économiques et culturels de la francophonie pour favoriser les parcours de mobilité et les échanges.

\*Le *Civil Society Dialogue Network* (CSDN) est un projet de trois ans financé par la Commission européenne afin de faciliter le dialogue sur la prévention des conflits entre la société civile et les décideurs de l'Union européenne. Le CSDN contribue à renforcer les capacités de prévention des conflits et la co-opération post-conflit à l'échelle internationale et régionale (pour plus d'informations, veuillez visiter le site internet [www.eplo.org](http://www.eplo.org)). Le CSDN est administré par EPLO, le *European Peacebuilding Liaison Office*, en coopération avec le SEAE et la Commission.

<sup>3</sup> [Communication de la Commission européenne 'The roots of democracy and sustainable development: Europe's engagement with Civil Society in external relations'](#), 12 Septembre 2012; et les [Conclusions du Conseil de l'UE sur 'The roots of Democracy and sustainable development: Europe's engagement with Civil Society in external relations'](#), 15 Octobre 2012.